

Olivier Basso, **POLITIQUE DE LA TRÈS GRANDE ENTREPRISE**, Leadership et démocratie planétaire

Puf, 2015, 280 p., 21 €

Jean Vettraino

DANS **REVUE PROJET** 2016/1 N° 350 , PAGES 95A À 95A
ÉDITIONS **C.E.R.A.S**

ISSN 0033-0884

DOI 10.3917/pro.350.0098

Date de mise en ligne : 26/02/2016

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-projet-2016-1-page-95a?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour C.E.R.A.S.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

ÉCONOMIE

Olivier Basso

POLITIQUE
DE LA TRÈS GRANDE ENTREPRISE
 Leadership et démocratie planétaire

Puf, 2015, 280 p., 21 €

La « Grande Entreprise » est bien sûr de très grande taille, cotée en bourse et transnationale. Mais si elle « ne se confond nullement avec l'entreprise en général » et s'écrit avec deux majuscules, c'est parce qu'elle exerce « une puissance d'action considérable sur le monde ». Gigantesque communauté de travail, elle est aussi un creuset de nouvelles réalités collectives, qui – débordant largement de son sein – vont jusqu'à façonner la vie des indi-

vidus. Bref, leur statut d'acteur économique cache mal qu'une grande partie du pouvoir des Grandes Entreprises est de nature extra-économique. Olivier Basso, professeur associé au Conservatoire national des arts et métiers et dirigeant d'Aden Executives, le démontre avec beaucoup de clarté et de force. Il s'interroge dès lors sur ce qui pourrait leur conférer une légitimité proprement politique. Celle-ci ne pourra venir que de « la qualité de [leur] pratique de la démocratie ». Après avoir analysé les implications d'une telle question, l'auteur propose trois dispositions concrètes auxquelles pourraient s'assigner les Grandes Entreprises : affirmer le projet industriel, rendre le PDG redevable devant les employés, sécuriser le développement de l'entreprise. Ces dispositions permettraient de circonvier une idéologie financière qui renforce la « souveraineté de l'actionnaire » et veut que chaque salarié contribue avant tout à la création de valeur pour les actionnaires. Elles viendraient compléter les mesures liées à la responsabilité sociétale de l'entreprise que l'auteur juge à même de faire progresser la démocratie au sein de ces entités géantes. Quant à leur légitimité externe, il s'agirait de les constituer en sujet de droit international. Ces deux aspects – constitution démocratique interne et acteur international assumé – sont liés, et indispensables, selon l'auteur, pour s'assurer que ces entités participent d'un monde plus juste et plus prospère. *Jean Vettrino*